

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

c'est quoi? C'est 169 milliards de dollars par année, dont 80 à 85 p. 100 avec nos voisins du Sud.

Et soudainement, on conclut une Entente de libre-échange, et il y en a qui se donnent des coups de poing sur le front, parce qu'ils disent: C'est cela, on va être obligé d'exporter. Pas plus qu'avant! On est un pays exportateur. On ne vient pas d'inventer cela par l'Entente de libre-échange. On exporte, monsieur le Président, 33 ou 34 p. 100 de notre produit national brut. Par exemple, les Japonais exportent environ 10 p. 100 de leur produit national brut, puis soudainement, c'est cela, on est déjà, à cause de notre population qui est réduite, 25, 26 ou 27 millions, obligé d'exporter. Mais le problème se posait toujours parce que notre marché n'était pas stable.

Je me souviens, en 1984, ou au début de 1985, les producteurs de porc de ma circonscription de Beauharnois—Salaberry s'étaient amenés à mon bureau parce que les États-Unis avaient imposé sur le porc tué, qui était exporté à la livre, 5c. la livre, et je pense que c'était \$1 la tête de bétail. Ça faisait quoi? Cela veut dire que les producteurs de porc étaient «pognés» avec leurs cochons, et ils n'étaient plus capables de les vendre. Pourquoi? Pour une raison très simple, c'est que les producteurs du Sud, nos amis du Sud, les Américains, sont allés voir leurs lobbyistes, des politiciens, et ils ont dit: Écoutez, les producteurs de porc, eux autres, avec les lois canadiennes, les lois provinciales, ils produisent à meilleurs coûts. Donc, il faut arrêter cela, ça n'a pas de sens. Donc, une autre saute d'humeur! Il y en a eu sur le homard, il y en a eu sur le bois d'oeuvre. Ça a été tellement long sur le bois d'oeuvre, monsieur le Président... et, chaque fois, on était toujours obligé de s'en aller aux États-Unis, de prendre nos avocats à Washington... et «défend-toi devant les tribunaux américains!» L'Accord de libre-échange, cela va amener la mise sur pied d'une Cour internationale, et on a parfaitement le droit de le faire.

On a dit tout à l'heure «qu'on s'est fait planter» par la loi du protectionnisme américain. Absolument pas! Parce que cette loi-là, elle n'annule absolument pas le Tribunal mis sur pied à cause de l'Accord de libre-échange. On parle de leadership, monsieur le Président. Depuis tout à l'heure, les gens disent: Amenez cela en élections, et vous verrez, faites une campagne électorale là-dessus! On en parle de leadership. On va en parler tout de suite de leadership avec le NPD.

Monsieur le Président, il y a eu une élection partielle voilà à peu près un mois à Lac-Saint-Jean. Les gens du NPD, qui avaient des chiffres extraordinaires, les parfaits, ils sont tellement parfaits qu'ils sont inattaquables, mais ils n'ont pas eu 9 p. 100 des voix dans une circonscription où normalement ils auraient dû avoir un pourcentage plus élevé, selon les sondages. Allez-y en élections! Le président du NPD—Québec, dans la circonscription de Johnson, n'a même pas récolté 2 p. 100 des voix. Vous n'avez même pas été capables d'endurer Toupin en plus, et là on veut se présenter devant l'électorat, monsieur le Président! Allez-y en élections, on va déclencher les élections là-dessus, parce que le premier ministre du Canada, monsieur le Président, a démontré son leadership, autant dans l'Entente de libre-échange, autant dans l'Entente du lac Meech, que dans les différents dossiers à négociations difficiles qui ont eu lieu! Et c'est là-dessus que les gens vont avoir à juger, c'est sur le leadership. Pas autre chose!

Je me souviens, moi, le lendemain... Ça part d'où l'Entente de libre-échange? Vous vous souvenez, c'est le parti libéral qui avait mis une Commission royale d'enquête sur pied; M. Macdonald était à la tête de cette Commission, le président du Parti libéral du Canada était là-dedans, l'avocat, Me Michel Robert. Ils ont présenté un rapport. Moi, je me souviens de la réaction des journalistes quand ce rapport a été déposé à la Chambre. Savez-vous ce qu'ils ont dit?—Monsieur Mulroney, vous allez être obligé de lâcher les *Big Macs*, puis de «pogner» un vrai repas. Mon Dieu, il y a un gouvernement qui a «pogné» un vrai repas... Pour une fois qu'on n'a pas pris un rapport d'une Commission royale d'enquête pour le mettre sur les tablettes, payer 20 000 000 \$ pour ne rien faire...! Il l'a pris son repas, et il a avancé dans les négociations, parce qu'il a surtout assumé cela à cause du leadership qu'il doit assumer comme premier ministre du Canada.

Monsieur le Président, lors de la prochaine campagne électorale, à la fois toutes les manigances, les demi-vérités et l'ignorance, comme je le disais au début, font des progrès là-dessus, mais cela n'arrêtera pas les Canadiens de croire que le Canada s'est bâti sur le commerce, parce qu'on exporte déjà 32, 33 p. 100 de notre produit national brut. C'est important! On s'est bâti là-dessus et puis on fait actuellement une entente pour le stabiliser. A la fin, là, quand on veut attaquer le libre-échange, on s'enveloppe dans le drapeau, on découvre le drapeau nationaliste. Monsieur le Président, la culture qui est en péril... la culture n'est pas en péril par l'Entente de libre-échange, la culture est en péril par ce qui se passe à la télévision à tous les jours. A tous les jours, c'est la culture américaine, c'est bien plus terrible que l'Entente de libre-échange. On laisse passer cela. Les revues, les magazines, etc., je ne suis pas pour les bloquer. Mais c'est cela qui amène un changement culturel! Ce n'est pas un changement dans le commerce, ce n'est pas un changement dans les règles de commerce. Au contraire! Cela va peut-être améliorer notre culture parce qu'on va pouvoir se défendre avec des lois canadiennes dans un Tribunal qui va être respecté par les deux pays. Cela, c'est peut-être beaucoup plus pour l'avancement de la personnalité propre aux Canadiens, d'une culture canadienne et d'un patrimoine canadien.

Monsieur le Président, les sautes d'humeur de nos amis nous amenaient souvent à faire face à des débats houleux à la Chambre. Je me souviendrai toujours quand est arrivée l'affaire du bois-d'oeuvre, l'affaire du porc: qu'est-ce que le gouvernement a fait? Au lieu de prendre une mitraille et d'aller régler nos problèmes avec nos voisins, on a mis en place des lois qui permettent une stabilité économique et une stabilité commerciale. Monsieur le Président, c'est cela l'Entente de libre-échange. Ce n'est pas plus que cela parce qu'au fond, 85 p. 100 de nos produits traversent déjà les frontières sans aucune barrière tarifaire.

• (1950)

[Traduction]

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir de nouveau l'occasion de me lever pour aborder ce neuvième groupe d'amendements proposés par notre critique du commerce, le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy). Ces amendements portent sur le mécanisme de règlement des différends.